

La zone euro vient de subir le choc le plus violent depuis sa création. Costas Lapavistas, économiste à la SOAS (Londres), analyse cette vague de turbulences et les principales options politiques en présence.

Tu as participé à la rédaction d'un [rapport récent](#) analysant la "crise de la zone euro" du point de vue d'économistes de gauche. Dans ce rapport, vous considérez que nous entrons dans le stade 2 des grandes turbulences économiques qui ont commencé en 2007. Quelles sont les caractéristique de ces deux phases et comment sont-elles liées ?

C.L. Il y a un accord général pour considérer que la crise qui a commencé en 2007 est un évènement historique. Mon point de vue est qu'il s'agit d'une crise de la financiarisation, un terme qui est désormais très largement utilisé au sein de la gauche. Par financiarisation j'entends un changement structurel du système capitaliste qui implique, d'abord, une plus large indépendance des grands monopoles vis-à-vis des banques, ensuite, une réorientation de l'activité des banques qui les conduit à faire des profits à travers les transactions sur les marchés financiers et en prêtant aux travailleurs et, enfin, une dépendance croissante des travailleurs vis-à-vis du système financier à travers des prêts mais aussi pour leurs retraites, leurs assurances et leur épargne.

La crise a commencé en 2007 avec l'éclatement de la bulle immobilière étasunienne. Elle est alors devenue une crise bancaire puis s'est rapidement traduite par une récession globale. Ce processus reflète la prépondérance du secteur financier dans les économies capitalistes matures, un symptôme de la financiarisation. L'intervention publique extraordinaire en 2009 a stabilisé le système financier et empêché que l'économie mondiale ne s'enfonce plus profondément dans la récession. Nous pourrions qualifier cette première séquence de stade 1 de la crise, sans attacher une importance excessive à cette périodisation. Cependant, l'intervention des États a créé de nouvelles faiblesses économiques. Les déficits budgétaires et la dette publique ont alors commencé à exploser de manière non contrôlée, faisant surgir le spectre d'une nouvelle crise bancaire en cas de défaut. Il y a aussi le danger d'une crise de change pouvant affecter l'euro et, potentiellement, le dollars. En d'autres mots, la stabilisation permise par l'intervention publique en 2009 n'a pas résolu les problèmes liés à la faiblesse des banques et du système productif mais a seulement permis de temporiser. Nous sommes ainsi entré dans le stade 2 de la crise. Et il pourrait bien s'avérer encore plus grave que le premier stade.

Les enjeux pour les travailleurs sont considérables. Les États ont sauvé le système financier en transférant les coûts de l'intervention aux salariés. Revigorée, la finance s'est retournée contre les États pour exiger que les coûts soient imposés aux travailleurs aussi vite que possible sous la forme de coupes dans les dépenses publiques. Les conséquences de ces politiques vont être d'accroître encore davantage le chômage et la baisse de la production. Il est crucial de les empêcher de passer.

Les attaques spéculatives contre la dette grecque puis d'autres pays de la zone euro révèlent l'arrogance de la finance. Mais sa possibilité même découle de la nature profondément biaisée des institutions européennes...

C.L. La politique économique au sein de la zone euro et, plus généralement de l'Union européenne, a été de bout en bout favorable au grand capital et, en particulier, aux banques. Les résultats ont été désastreux dans toute l'Europe. La croissance été faible, l'emploi a souffert, la productivité n'a pas progressé rapidement depuis plus d'une décennie. De plus, l'intervention des États de la zone euro au cours du stade 1 de la crise a été bien plus conservatrice et désorganisée qu'aux États-Unis. Chaque État a été laissé seul face à ses grandes banques, alors qu'il devait gérer une récession économique tout en faisant subissant contraintes du pacte de stabilité. Pendant ce temps, la banque centrale européenne agissait pour protéger les banques et les intérêts financiers. Cette combinaison de politiques correspond à une résurrection des politiques conservatrices des années 1920-1930. Elle révèle une incompréhension de la déflation qui menace l'Europe et de la manière dont celle-ci doit être combattue. Les budgets ne doivent pas être coupés en pleine récession et la politique publique doit considérer les intérêts de la production, pas ceux des banques. Les menaces qui pèsent sur les populations européenne en terme de chômage et de réduction du niveau de vie sont très graves.

La violence de la crise traversée par la zone euro révèle les limites intrinsèques des principes constitutifs

de l'union monétaire. Peux-tu expliquer pourquoi l'infrastructure institutionnelle européenne implique que les ajustements rendus nécessaires par les divergences de trajectoires entre pays ou les chocs macroéconomiques ne peuvent se faire qu'au détriment des travailleurs ?

C.L. L'euro est une monnaie créée "d'en haut" qui a ensuite été imposée à l'ensemble des pays qui l'ont rejoint. Le but de cette monnaie était de concurrencer le dollars comme monnaie de réserve internationale pour les États et les grandes firmes. Les principales bénéficiaires ont été les grandes banques qui ont ainsi pu se lancer dans la compétition globale. Pour jouer ce rôle de monnaie internationale, l'euro exigeait une politique monétaire unique et un pacte de stabilité imposant une stricte discipline budgétaire. La conséquence d'un tel arrangement est que l'ajustement aux pressions économiques ne peut s'effectuer que sur le marché du travail, c'est-à-dire par une flexibilité accrue du travail, davantage d'emploi à temps partiel et une détérioration générale pour les travailleurs. L'eurozone a ainsi mis les travailleurs sous une pression extrême au cours des quinze dernières années, conduisant à une baisse significative de la part des salaires dans le PIB. Les travailleurs allemands ont été parmi ceux qui ont perdu le plus.

Mais la pression subie par les travailleurs dans chaque pays reflète aussi les conditions locales. Dans les pays de la périphérie de la zone euro, les systèmes de protection sociale et les salaires réels sont plus faibles mais, en règle générale, le niveau d'organisation du travail est plus fort que dans les pays du centre. Les travailleurs allemands, en particulier, ont été affaiblis par la réunification et les politiques épouvantables menées par les gouvernements, notamment sociaux-démocrates. Résultat de ses spécificités nationales, le gel des coûts du travail a été bien plus prononcé en Allemagne et dans les autres pays du centre que dans les pays de la périphérie. En conséquence la compétitivité du capital allemand s'est accrue et l'Allemagne a dégagé des excédents commerciaux très importants. Dans le même temps, la structure productive des pays de la périphérie était affaiblie par cette concurrence accrue tandis que des déficits extérieurs systématiques sont apparus. C'est la raison pour laquelle, au cours du stade 2 de la crise, les économies de la périphérie ont été frappées bien plus durement, les marchés pariant la faillite de leurs États.

Pourquoi la Grèce fut-elle la première visée par les spéculateurs ? Considères-tu que les mesures drastiques d'austérité annoncées en Grèce puis en Espagne - après l'Europe de l'Est et l'Irlande - puissent être étendues aux pays du centre de la zone euro ?

C.L. Les racines de la crise sont les mêmes en Grèce que dans les autres pays. Mais la Grèce a été au cœur de la tourmente pour quatre raisons. D'abord, le secteur productif grec est particulièrement faible comme le montre l'énorme déficit de la balance courante du pays. Le capital productif grec n'est pas parvenu à s'ajuster aux conditions de la compétition dans la zone euro. Ensuite, l'État grec est gangrené par la corruption, l'inefficacité et le clientélisme. Ces faiblesses sont apparues au grand jour quand le pays a été frappé par la crise économique globale. Par ailleurs, l'élite politique a truqué systématiquement les informations statistiques, ce qui a réduit à néant sa crédibilité aux yeux des marchés financiers. Enfin, la taille du marché de la dette publique est réduite, ce qui a rendu plus facile une attaque par les spéculateurs.

Les mesures que le gouvernement a engagées depuis le début de l'année 2010, en particulier avec l'intervention du FMI et de l'Union européenne, sont un pur désastre. Elles vont aggraver la récession, détruire des pans entiers de la production et accroître le chômage. Les inégalités vont augmenter et la société va devenir plus violente et plus cruelle. Le pire est que ces mesures ne vont pas conduire à une croissance soutenue à l'avenir. C'est une illustration d'un retour pur et simple aux politiques conservatrices des années 1920-1930. Le seul bénéficiaire de ces mesures - et encore seulement à court terme - c'est le capital financier. Il est absolument impératif qu'elles soient contrées en Grèce. Leur extension à d'autres pays de la zone euro ne fera qu'ajouter au désastre.

Dans votre rapport, il apparaît qu'un scénario "business as usual" n'est pas une option. Vos distinguez trois options : 1/ l'austérité et une poursuite des politiques de libéralisation ; 2/ une réforme de la zone euro conduisant à un "bon euro" ; 3/ une sortie de la zone euro permettant de construire un processus radical de transformation économie et social. Peux-tu revenir sur les caractéristiques de ces différentes trajectoires, leurs conséquences pour les salariés et leurs contradictions respectives.

C.L. La première option est déjà appliquée en Grèce. Comme nous venons de le voir, c'est un désastre et il n'y a pas

lieu de la discuter davantage. La seconde option, celle d'un "bon euro", est généralement très influente au sein de la gauche. Son objectif explicite consiste en une réforme institutionnelle qui conduirait à l'abolition du pacte de stabilité, à l'accroissement substantiel du budget de l'Union, des transferts fiscaux des riches vers les pauvres et une protection des travailleurs. Il s'agit d'objectifs hautement souhaitables mais qui, selon moi, relèvent d'une stratégie qui n'a aucune chance de réussir. D'abord, le régime politique en Europe est conservateur et se conjugue à une orthodoxie économique rigide. Et quand bien même si les choses devaient en partie évoluer, elles ne pourraient le faire que dans les limites du cadre conservateur qui s'est sédimenté jusqu'à présent. En outre, la crise a montré qu'il n'y a pas de relations de solidarité et de collégialité au sein de la zone euro. La monnaie unique se caractérise par une logique hiérarchique de domination des riches sur les pauvres.

Plus généralement, la stratégie d'un "bon euro" ne pourrait pas fonctionner pour une raison fondamentale. L'euro, depuis son origine, a été créé sous la forme d'une monnaie mondiale au service des banques et du grand capital. Or la stratégie du "bon euro" entre en contradiction flagrante avec le rôle de l'euro comme monnaie de réserve internationale. Son adoption conduirait inévitablement ou à un effondrement de l'euro, ou à un abandon de la tentative de le rendre "bon". Selon moi, l'euro ne peut pas être réformé dans le sens d'un "bon euro".

La troisième option est celle d'une sortie progressiste et commence à gagner une certaine audience en Grèce et dans d'autres pays de la périphérie. Une sortie de l'euro implique bien entendu de briser l'emprise de la zone euro sur le secteur productif, lui permettant de respirer plus librement. Mais si la sortie de l'euro doit avoir un contenu progressiste, elle devrait être accompagnée d'un ensemble de mesures radicales. Cela implique bien évidemment d'interrompre le paiement de la dette et de la restructurer. Cela rendrait inévitable de placer les banques sous contrôle public et de les socialiser. Il en va de même pour d'autres secteurs clés de l'économie. Naturellement, les flux de capitaux devraient être contrôlés. Sur cette base, une politique industrielle devrait être mise en place afin de reconstruire le secteur productif. Nul besoin d'insister sur le fait qu'une politique de redistribution du revenu et qu'une politique fiscale adéquate devraient protéger les revenus des salariés. Enfin, un tel ensemble de politiques requiert une restructuration et une réorientation fondamentale de l'État.

Pour le dire différemment, une sortie progressiste devrait catalyser un déplacement du rapport de force en faveur du travail au détriment du capital. Un tel programme exercerait un puissant effet d'attraction vis-à-vis des travailleurs des pays du cœur de la zone euro, étant donné qu'ils ont été soumis à une pression puissante depuis plus d'une décennie. Cela pourrait constituer la base d'une véritable solidarité entre les travailleurs européens, qui départirait des mécanismes biaisés de la zone euro. En quittant la zone euro et en reconfigurant l'économie sur une base socialisée, la main de fer qui enserme l'Europe pourrait être coupée au bénéfice de la société. Sur une telle base, la gauche européenne pourrait remettre à l'ordre du jour la perspective du socialisme.

Propos recueillis et traduit par Cédric Durand